

Appel à communications
Congrès annuel 2012
de l'Association canadienne de science politique



Université-hôte : Université de l'Alberta, Edmonton, Alberta
Célébration du centenaire : Le mardi 12 juin en soirée, puis du 13 au 15 juin 2012

Présidente du comité de programme : Yasmeen Abu-Laban (Université de l'Alberta)
Responsable local : Steve Patten (Université de l'Alberta)

Pour les besoins du présent document, il est entendu que le masculin comprend le féminin.

Afin de marquer le centième anniversaire de l'Association canadienne de science politique, en plus de la programmation habituelle de panels, d'ateliers et de conférences plénières, le congrès de 2012 comprendra une série de conférences spéciales et les Tables rondes du centenaire, axées sur des questions fondamentales de la discipline. Les Tables rondes du centenaire porteront sur l'avenir de l'étude des pays individuels, la relation entre l'analyse politique empirique et la théorie politique ainsi que la relation historique et contemporaine entre la science politique canadienne et l'État.

=====

Conférenciers dont la présence au congrès de l'ACSP 2012 est confirmée :

- Taiaiake Alfred, University of Victoria• •Barbara Arneil, University of British Columbia• •Caroline Andrew, Université d'Ottawa•
- Keith Banting, Queen's University• •Chedly Belkhadja, Université de Moncton• •Lawrence Bobo, Harvard University•
- Ian Brodie, Hill and Knowlton• •Ken Carty, University of British Columbia• •Richard Cole, University of Texas (Arlington)•
- Bill Cross, Carleton University• •John Dryzek, Australian National University•
- Richard Falk, Princeton University et University of California (Santa Barbara)• •Alan Fenna, Curtin University•
- Alain-G. Gagnon, Université du Québec à Montréal• •John Gerring, Boston University• •Roger Gibbins, Canada West Foundation•
- Miles Hewstone, Oxford University• •Bonnie Honig, Northwestern University• •Laura Janara, University of British Columbia•
- Jane Jenson, Université de Montréal• •Andy Knight, Université de l'Alberta• •Kiera Ladner, University of Manitoba•
- Tali Mendelberg, Princeton University• •Jen Nelles, University of Toronto•
- Tim Nieguth, Université Laurentienne• •Pippa Norris, Harvard University•
- Alain Noël, Université de Montréal• •Paul Patton, University of New South Wales• •Frances Fox Piven, City University of New York•
- Bingham Powell, Rochester University et président de l'American Science politique Association•
- Vicky Randall, University of Essex et présidente de la Political Studies Association of the United Kingdom•
- Andrew Rehfeld, Washington University in St. Louis• •Fritz W. Scharpf, Max Planck Institute for the Study of Societies (Cologne)•
- Mara Sidney, Rutgers University (Newark)• •Richard Simeon, University of Toronto•
- Andrea Smith, University of California (Riverside)• •Miriam Smith, York University•
- Linda Trimble, Université de l'Alberta• •James Tully, University of Victoria•
- Tom Urbaniak, Cape Breton University• •Jill Vickers, Carleton University• •Ronald Watts, Queen's University•
- Carol Weissert, Florida State University• •Robert Whelen, University of Texas (Dallas)•
- Erik Olin Wright, University of Wisconsin-Madison• •Marie-Joëlle Zahar, Université de Montréal•

=====

Le comité de programme vous invite à soumettre des projets de communication pour l'édition 2012 du congrès annuel de l'Association canadienne de science politique.

À l'aide de notre système en ligne, vous pouvez soumettre des projets pour des communications individuelles, des panels de plusieurs communications (incluant des commentateurs), des tables rondes et/ou des présentations visuelles. Le comité vous incite à soumettre des projets qui sont reliés à l'un ou l'autre des domaines de la science politique et espère élaborer un programme final qui témoignera du très vaste éventail des approches méthodologiques et théoriques et des grandes thématiques de la recherche au sein de la discipline. Les projets de communication peuvent s'inscrire dans des sections et/ou dans des ateliers spécialisés.

Veillez soumettre votre projet d'ici le 3 novembre 2011.

Les personnes qui désirent exercer le rôle de commentateur ou de président de séance sont priées de communiquer avec le secrétariat de l'ACSP à cpsa-acsp@cpsa-acsp.ca.

Coïncidant avec le centenaire de l'Association canadienne de science politique, le congrès de 2012 offre une excellente occasion de faire le point sur la discipline tout en participant à l'un des congrès annuels qui contribuent à la façonner.

Renseignements généraux : EN VUE D'ASSURER LE BON DÉROULEMENT DU CONGRÈS, VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT TOUTE CETTE SECTION AVANT DE SOUMETTRE VOTRE PROJET DE COMMUNICATION.

Marche à suivre pour soumettre un projet de communication : Veuillez lire/imprimer la **Marche à suivre pour soumettre un projet** avant de soumettre votre projet. À noter : si vous n'avez pas fourni tous les renseignements requis d'ici le 3 novembre 2011, votre projet sera considéré comme « Incomplet » et les responsables des sections peuvent ne pas y donner suite.

Sections et responsables des sections au sein du comité du programme du congrès 2012
(adresses de courriel à utiliser en cas d'urgence seulement)

Politique canadienne	Matt James (University of Victoria)	mattjame@uvic.ca
Politique comparée	Achim Hurrelmann (Carleton University) Jeremy Paltiel (Carleton University)	Achim_Hurrelmann@carleton.ca jpaltiel@ccs.carleton.ca
ACSP/ISA-Canada – relations internationales	Greg Anderson (Université de l'Alberta, ACSP/ISA-Canada) Brian Bow (Dalhousie University, ISA-Canada)	greg.anderson@ualberta.ca brian.bow@dal.ca
Droit et analyse de politiques	Dan Cohn (York University)	dcohn@yorku.ca
Politique locale et urbaine	Kristin Good (Dalhousie University)	Kristin.good@dal.ca
Comportement politique/sociologie	Allison Harell (Université du Québec à Montréal) Dietlind Stolle (Université McGill)	harell.allison@uqam.ca dietlind.stolle@mcgill.ca
Économie politique	Marie-Josée Massicotte (Université d'Ottawa)	massicot@uOttawa.ca
Théorie politique	Glen Coulthard (University of British Columbia) Rita Kaur Dhamoon (University of the Fraser Valley)	gsc@interchange.ubc.ca rita.dhamoon@ufv.ca
Politique provinciale et territoriale	Louis Massicotte (Université Laval)	louis.massicotte@pol.ulaval.ca
Administration publique	Michael Orsini (Université d'Ottawa)	Michael.Orsini@uOttawa.ca
Race, ethnicité, peuples autochtones et politique	Isabel Altamirano-Jiménez (Université de l'Alberta) Robert Nichols (Université de l'Alberta)	Isabel@ualberta.ca rnichols@ualberta.ca
Enseigner et apprendre la politique (section pilote)	Tracy Summerville (University of Northern British Columbia)	summervi@unbc.ca
Femmes, genre et politique	Shannon Sampert (University of Winnipeg)	s.sampert@uwinnipeg.ca

Envoi de projets de communication pour les ateliers :

Des projets de communication sont les bienvenus pour les douze ateliers faisant partie du congrès de 2012. Les ateliers portent sur des thèmes particuliers présentant un intérêt pour la science politique et parfois pour les liens entre la science politique et d'autres disciplines. Une nouveauté pour le congrès 2012 : certains ateliers sont conçus pour favoriser un dialogue intradisciplinaire entre divers domaines et sections de la science politique, comme la « diversité » dans la recherche, les politiques et la politique ainsi que l'enseignement et l'apprentissage. Ces ateliers sont résumés ci-dessous; une description détaillée de chacun est également fournie immédiatement après.

Atelier 1 – Politique canadienne et Administration publique : *100 ans et plus : les enjeux de la diversité dans la politique canadienne et l'administration publique canadienne* – Matt James (University of Victoria) / Michael Orsini (Université d'Ottawa)

Atelier 2 – Politique comparée : *Le monde postoccidental* – Achim Hurrelmann (Carleton University) / Jeremy Paltiel (Carleton University)

Atelier 3 – ACSP/ISA-Canada – relations internationales : *Amérique du Nord et régionalisme comparé* – Greg Anderson (Université de l'Alberta, ACSP/ISA-Canada) / Brian Bow (Dalhousie University, ISA-Canada)

Atelier 4 – Politique urbaine et locale : *La réouverture du débat sur le « mythe de la ville nord-américaine »* – Kristin Good (Dalhousie University)

Atelier 5 – Comportement politique/sociologie : *La psychologie politique de la diversité* – Allison Harell (Université du Québec à Montréal) / Dietlind Stolle (Université McGill)

Atelier 6 – Comportement politique /sociologie : *Rapide. Pleine de stratégies. La communication politique canadienne dans un cycle d'information en continu* – Thierry Giasson (Université Laval) / Alex Marland (Memorial University) / Tamara Small (University of Guelph) (Faire parvenir les projets à Allison Harell)

Atelier 7 – Économie politique : *Écologie politique (féministe) : mouvements sociaux et économies alternatives* – Marie-Josée Massicotte (Université d'Ottawa)

Atelier 8 – Théorie politique : *Décoloniser la théorie politique* – Glen Coulthard (University of British Columbia) / Rita Kaur Dhamoon (University of the Fraser Valley)

Atelier 9 – Droit et analyse de politiques : *Des comparaisons à l'intérieur d'un même pays : les causes et les conséquences des politiques publiques* – Dan Cohn (York University)

Atelier 10 - Race, ethnicité, peuples autochtones et politique : *Déplacement et disparition* – Isabel Altamirano-Jiménez (Université de l'Alberta) / Robert Nichols (Université de l'Alberta)

Atelier 11 – Enseigner et apprendre la politique (section pilote) : *La diversité dans la classe* – Tracy Summerville (University of Northern British Columbia)

Atelier 12 – Femmes, genre et politique : *Le rejet du féminisme* – Shannon Sampert (University of Winnipeg)

Atelier 1 – Politique canadienne et Administration publique : 100 ans et plus : les enjeux de la diversité dans la politique canadienne et l'administration publique

Organisateurs : Matt James (University of Victoria) / Michael Orsini (Université d'Ottawa)

Il est difficile de nier l'importance accordée à la diversité dans le contexte canadien. Depuis les débats animés sur les « accommodements raisonnables » aux idéaux associés à la création d'une bureaucratie représentative, politologues et penseurs politiques ont consacré beaucoup d'énergie à réfléchir à la myriade de défis, occasions et façons de promouvoir la diversité.

À l'occasion du 100^e anniversaire de l'ACSP, il semble tout indiqué de faire le point sur la feuille de route de la discipline quant aux questions de diversité et de discuter du caractère des politiques, discours et pratiques actuelles en matière de diversité au Canada. En effet, il vaut la peine de noter que « l'absorption d'éléments nouveaux et étranges dans... [la] population » a été un thème clé du discours liminaire de celui qui était alors le président de l'ASCP, Adam Short. Les critiques soutiennent aujourd'hui que cette préoccupation d'endiguement et de gestion continue de plus belle tandis que

d'autres font l'éloge des recherches canadiennes en science politique et en administration publique qui ont été les premières à s'attaquer aux questions de multiculturalisme et de diversité.

Nous nous proposons de tenir des débats de fond sur des questions et controverses clés reliées à la diversité dans le cadre de trois panels axés sur les politiques, discours et pratiques actuellement en cours en matière de diversité. Ces panels seront suivis d'une table ronde de clôture sur « Les recherches en science politique canadienne sur la diversité : le passé, le présent et le futur ». Mettant en relief le paradoxe fascinant selon lequel la science politique canadienne est à la fois reconnue pour l'attention qu'elle porte aux questions de diversité et critiquée pour l'aveuglement analytique et normatif dont elle continue à faire preuve vis-à-vis des questions de racisme et de racialisation, la table ronde rassemblera des chercheurs chevronnés éminents et de nouveaux chercheurs dans le domaine. Les trois panels seront organisés comme suit :

Panel 1 : « Bureaucratie représentative : un bilan » – Ce panel portera essentiellement sur les défis d'ordre pratique, comme la représentation des langues officielles dans la fonction publique fédérale et le soutien accordé à la mise en place de services publics de première ligne adaptés aux particularités culturelles.

Panel 2 : « La gestion de la diversité : de gros mots? » – Ici, nous nous demanderons ce que nous transmettons comme message lorsque nous traitons la diversité comme quelque chose « à gérer » ou un problème à endiguer. Cette approche est-elle répressive? La gestion de la diversité est-elle essentiellement une préoccupation néolibérale de la discipline ou un artefact de la nouvelle gestion publique?

Panel 3 : « Diversité et égalité : amies ou ennemies? » – Ce panel s'attaquera aux questions d'égalité sociale soulevées par les politiques, discours et pratiques actuellement en cours en matière de diversité. L'importance accordée à la diversité oblitère-t-elle d'autres clivages et défis, comme les différences de classe, la sexualité, le genre ou les déficiences? Est-ce que l'accent mis sur la diversité a tendance à marginaliser les revendications pour l'égalité nationale et l'autodétermination des peuples autochtones et des Québécois?

Atelier 2 – Politique comparée : *Le monde postoccidental*

Organisateurs : Achim Hurrelmann (Carleton University) / Jeremy Paltiel (Carleton University)

Dans la foulée de la crise économique de 2008 et de l'émergence des pays BRIC, l'idée selon laquelle le monde occidental est le modèle de base de la gouvernance s'est altérée. Le succès économique et le rayonnement mondial de plus en plus important de la Chine rehaussent son statut comme un autre mode possible de gouvernance, ce qui a un impact direct sur des pays en Asie et en Afrique. Dans les pays développés de l'Occident, au cours de la dernière décennie, mais surtout depuis la crise économique mondiale, des régimes de partis stables se sont fragmentés et bien des pays sont confrontés à des coalitions parlementaires minoritaires ou instables ou à des divisions idéologiques polarisées sans un consensus législatif établi. Cette polarisation politicise souvent les questions d'identité, y compris l'immigration et le soutien affaibli à l'endroit de coalitions gouvernementales traditionnelles. Entre-temps, des régimes autoritaires, dont un grand nombre sont de fidèles clients de l'Occident, ont été remis en cause et renversés en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. De nouveaux hybrides d'identité religieuse et des citoyens branchés font leur apparition en Turquie et ailleurs dans le monde musulman. Comment la politique comparée répond-elle à ces phénomènes? Comment devrions-nous réexaminer nos catégories de recherche en vue de recalibrer les vieilles certitudes de notre métier en fonction de la nouvelle réalité?

Ces questions seront analysées dans le cadre de trois panels thématiques :

1. L'essor de la Chine comme modèle, défenseur et solution de rechange en matière de gouvernance partout dans le monde – La Chine fait subtilement la promotion d'un modèle de gouvernance qui privilégie, d'une part, les résultats plutôt que la participation et, d'autre part, la souveraineté de l'État plutôt que la souveraineté du peuple. Tout en s'abstenant soigneusement de suggérer qu'elle souhaite « imposer » un modèle de gouvernance sur quiconque, la Chine s'emploie diligemment, en Afrique et en Asie, à promouvoir des projets de développement d'infrastructures et des contrats avec des entreprises publiques. Elle a déjà surpassé la Banque mondiale en tant que fournisseur de crédit en Afrique. Quel est le potentiel de ce modèle? Est-il en train de changer subtilement les relations entre l'État et la société tout comme les alignements internationaux des pays impliqués? Le développement peut-il être favorisé par des stratégies de « pouvoir de persuasion » et quelles sont les implications théoriques?
2. Les démocraties occidentales en crise? – Une nouvelle vague de mécontentement au sujet de la performance des systèmes démocratiques semble surgir partout en Occident. Ces tendances sont plus marquées en Europe, mais elles peuvent aussi être observées dans des pays comme le Japon ou les États-Unis. Les gouvernements démocratiques de toute allégeance politique semblent avoir perdu leur aptitude à répondre aux attentes des

citoyens. Les systèmes de partis se fragmentent de plus en plus, les gouvernements sont de plus en plus instables et les partis populistes – qui véhiculent souvent des messages xénophobes explicites – gagnent du terrain. Quelles sont les causes de ces phénomènes dans les démocraties occidentales? Sont-ils surtout alimentés par des facteurs économiques? Quel est le rôle de la mondialisation économique, de cette hétérogénéité culturelle accrue et du transfert du pouvoir politique vers des organisations supranationales comme l'Union européenne? Ces tendances actuelles sont-elles le reflet d'une érosion fondamentale de la confiance à l'endroit du mode de vie occidental? Constituent-elles une crise de la démocratie? Ou les inquiétudes au sujet de la qualité de la démocratie devraient-elles être considérées comme un volet intégral (et finalement productif) du modèle démocratique lui-même?

3. La remise en question des régimes autoritaires par les citoyens : nouvelles technologies, nouveaux paradigmes ou inévitabilité démographique? – Ce panel porte essentiellement sur l'évolution que connaissent actuellement le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. À la lumière de l'opposition que rencontrent des régimes autoritaires de longue date dans ces régions, il y a lieu de se demander si les technologies de réseautage social et les partenariats internationaux des ONG sont suffisants pour faire basculer les relations entre l'État et la société. Les événements qui ont lieu au Moyen-Orient constituent-ils un renforcement et une reprise des idéaux et aspirations de gouvernance néolibéraux? Ou devrait-on les considérer comme un nouveau départ dans une direction idéologique qui est moins marquée par la domination culturelle eurocentrique, comme le populisme islamique de la Turquie?

Les conférenciers suivants ont confirmé leur présence à cet atelier : Bill Cross, Carleton University, Pippa Norris, Harvard University, et Fritz W. Scharpf, Max Planck Institute for the Study of Societies (Cologne).

Atelier 3 – ACSP/ISA-Canada – relations internationales : Amérique du Nord et régionalisme comparé

Organisateurs : Greg Anderson (Université de l'Alberta, ACSP/ISA-Canada) / Brian Bow (Dalhousie University, ACSP/ISA-Canada)

L'un des grands défis auxquels sont confrontées les diverses initiatives d'intégration régionale de par le monde est le besoin de réconcilier des préoccupations contradictoires en matière de commerce et de sécurité. La Communauté européenne a cherché, par exemple, à éviter à devoir choisir en créant un espace économique commun, puis en coordonnant les efforts en matière de sécurité autour et à l'intérieur de cet espace. Dans d'autres régions, comme l'Asie de l'Est, la recherche d'une économie régionale mieux intégrée est contrariée par des rivalités de longue date et des priorités contradictoires en matière de sécurité, mais il y a lieu d'espérer que l'interdépendance économique puisse servir à atténuer le dilemme associé à la sécurité et à favoriser une plus grande intégration. Depuis la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), les États-Unis, le Canada et le Mexique ont aussi été confrontés avec le problème de la réconciliation de priorités régionales partiellement conflictuelles en matière d'économie et de sécurité, particulièrement après les attaques terroristes du 11 septembre 2001. Les frictions qui en résultent quant aux politiques ont généré un ensemble passablement substantiel de travaux de recherche, mais il est problématique à au moins deux égards :

Premièrement, la plupart des recherches effectuées jusqu'ici sur l'intégration régionale nord-américaine proviennent du Canada et du Mexique, et non des États-Unis, en dépit du fait que les groupes de réflexion et les chercheurs universitaires américains l'emportent par le nombre. Pour bien saisir la politique régionale, il faut parvenir à une meilleure compréhension de la manière dont se sont dessinés les problèmes régionaux au sein du système politique américain et de la place qu'ils occupent dans les politiques étrangères des É.-U.

Deuxièmement, la plupart des travaux sur l'Amérique du Nord analysent la dynamique régionale de manière isolée et peu d'efforts ont été consacrés jusqu'ici pour relier l'expérience nord-américaine à des observations théoriques et empiriques plus vastes tirées de toute la littérature sur d'autres régions de la planète (par ex., l'Europe, l'Asie de l'Est) et à ce nouveau domaine qu'est l'intégration régionale comparative. Cela traduit non seulement la tendance de la littérature nord-américaine sur l'intégration à être dotée d'une dimension politique et à être relativement dégagée des débats théoriques, mais reflète aussi une hypothèse tacite selon laquelle l'Amérique du Nord est un cas sui generis, en partie en raison des asymétries du pouvoir distinctes et des caractéristiques uniques du système politique américain. Un plus grand recours à ces littératures théoriques et comparatives aiderait à améliorer notre compréhension de la dynamique régionale nord-américaine et pourrait en outre nous faire découvrir de nouveaux points de repère théoriques et comparatifs au sein du vaste corpus de travaux sur l'intégration régionale.

Thèmes et objectifs

Cet atelier a pour objectif de permettre d'explorer le vaste recoupement des dimensions intérieures, régionales et internationales des États-Unis en Amérique du Nord. Plus précisément, les organisateurs souhaiteraient recevoir des projets de communication sur une série de questions connexes, dont les suivantes : Pourquoi la diplomatie axée sur le

« périmètre de sécurité » a échoué après le 11 septembre? Que nous révèlent, sur la dynamique du pouvoir dans les relations actuelles entre le Canada et les États-Unis, les négociations récentes à propos du périmètre de sécurité? Que nous révèle, au sujet de l'attitude des États-Unis vis-à-vis du trilatéralisme, le mode de déroulement des négociations récentes avec le Canada et le Mexique sur les questions de sécurité frontalière? Comment l'éventail des parties intéressées (société civile, secteur privé, institutions) a-t-il influencé le programme de coordination des politiques en Amérique du Nord? À quels égards ces parties intéressées ont-elles échoué ou réussi? Comment les percées récentes dans la coopération bilatérale et trilatérale sur la sécurité au cours des dernières années s'inscrivent-elles dans le portrait global des relations régionales et que nous permettent-elles de prévoir quant à une coopération régionale future? Comment la nature et la portée de la coopération régionale en matière de sécurité en Amérique du Nord se compare-t-elle à celle d'autres régions du globe et quelles observations pouvons-nous en tirer? Que nous révèle, au sujet des priorités et stratégies des États-Unis en matière de politique étrangère à l'échelle internationale, la manière dont ce pays envisage les relations régionales avec le Canada et le Mexique? Comment des observateurs dans d'autres régions ont-ils interprété la dynamique régionale en Amérique du Nord et comment ces perceptions influencent-elles leurs propres priorités et stratégies régionales et internationales?

Atelier 4 – Politique urbaine et locale : La réouverture du débat sur le « mythe de la ville nord-américaine »

Organisatrice : Kristin Good (Dalhousie University) grâce à une commandite de la *Revue internationale des études canadiennes*

Les études comparatives portant sur les villes canadiennes et américaines, comme celle de Michael Goldberg et John Mercer dans leur ouvrage intitulé *The Myth of the North American City* (1986), insistent souvent sur les différences entre les villes dans ces deux pays. Parfois, ces différences sont invoquées pour expliquer ce qui fait obstacle à l'échange de connaissances entre les chercheurs des deux pays. Les différences constitutionnelles-institutionnelles sont souvent mises de l'avant. En premier lieu, certaines recherches qualifient de fondamentalement différent le contexte constitutionnel-institutionnel dans lequel les systèmes municipaux opèrent dans chacun des deux pays. L'absence de formes d'« autonomie politique » et l'influence considérable des provinces dans la politique municipale et dans l'élaboration de politiques connexes au Canada est souvent citée comme l'une des principales différences dans les systèmes de gouvernement local au sein des deux pays. En deuxième lieu, et en lien avec la première différence, vient la fragmentation des systèmes municipaux américains par rapport aux systèmes canadiens. En troisième lieu, le mode d'organisation du pouvoir dans les conseils locaux diffère. Alors que certaines villes américaines (municipalités) sont structurées comme des systèmes de type « strong mayor », les municipalités canadiennes sont des variations de systèmes de type « weak mayor ». Des différences sociétales ont également été invoquées parmi les différences essentielles. Plus précisément, selon les compte rendus habituels, la question de la « race » distinguait/distingue les villes américaines des villes canadiennes. Les enjeux depuis longtemps liés à la diversité sont perçus comme fondamentalement différents dans les deux pays – la langue étant la préoccupation principale au Canada et la « race », aux États-Unis.

Qu'avons-nous appris et que pourrions-nous apprendre en comparant les villes canadiennes et américaines? Les points de vue théoriques élaborés aux États-Unis sont-ils utiles comme point de départ d'une étude des villes canadiennes? Les différences sont-elles plus importantes *au sein de* chaque pays qu'*entre eux*? Qu'est-ce qui explique les similitudes et les différences entre les villes canadiennes et américaines? Quelles sont les sources de convergence et de divergence dans la politique et le développement urbains dans les villes canadiennes et américaines? Par exemple, les tendances en matière d'immigration sont-elles une source de convergence ou de divergence dans le développement des villes canadiennes et américaines? La mondialisation est-elle une source de convergence dans le développement des villes dans les deux pays? Enfin, la « ville nord-américaine » est-elle une catégorie utile dans le sous-domaine que sont la politique et la gouvernance urbaines comparées? Autrement dit, lorsqu'on replace les villes américaines et canadiennes dans un contexte mondial, les différences ou les similitudes ressortent-elles?

Cet atelier permettra de comparer les villes canadiennes et américaines sous les angles suivants :

- gouvernance/gouvernement métropolitains;
- autonomie urbaine, relations intergouvernementales et gouvernance à multiples paliers;
- les villes et la politique de la « race »;
- les villes et la politique et la gouvernance de l'immigration;
- les villes et la politique autochtone;
- les politiques publiques et l'élaboration des politiques municipales.

Les conférenciers suivants ont confirmé leur présence à cet atelier : Richard Cole, University of Texas (Arlington), Jen Nelles, Centre for Population, Poverty and Public Policy Studies (Luxembourg) et University of Toronto, Mara Sidney, Rutgers University (Newark), Tom Urbaniak, Cape Breton University, et Robert Whelan, University of Texas (Dallas).

Atelier 5 – Comportement politique/sociologie : *La psychologie politique de la diversité*

Organisatrices : Allison Harell (Université du Québec à Montréal) / Dietlind Stolle (Université McGill)

Plus les sociétés industrialisées se diversifient, plus il est nécessaire de comprendre comment la diversité ethnique, « raciale », linguistique et religieuse influence les attitudes et le comportement politiques des citoyens d'aujourd'hui. Il est non seulement important d'examiner si et comment les immigrants et les minorités s'intègrent et prennent part à la société et quelles difficultés ils rencontrent dans ce processus, mais aussi comment les majorités blanches réagissent à la diversité autour d'eux. S'il y a ces derniers temps une résurgence de l'intérêt pour ces thèmes tant de la part de chercheurs traditionnels spécialisés dans la participation politique que de chercheurs spécialisés dans l'immigration, il nous faut aussi puiser dans les disciplines de la psychologie et de la psychologie sociale afin de saisir pleinement comment la diversité a une influence sur la politique citoyenne. Cet atelier sera axé essentiellement sur la psychologie politique de la diversité et s'appuiera sur les derniers développements en ce qui a trait au contact intergroupes, aux préjugés et au rôle des prédispositions politiques. Les questions sur lesquelles portera l'atelier principal seront par exemple : quel rôle la cognition, l'émotion et la biologie jouent-elles dans les attitudes des citoyens face à la diversité? Comment les repères raciaux structurent-ils les attitudes des citoyens vis-à-vis des politiques publiques? Quelles sont les conséquences politiques du contact intergroupes et comment comprenons-nous les mécanismes qui interviennent dans les interactions sociales et dans les attitudes politiques? Quelles sont les sources psychologiques de l'engagement /désengagement politique au sein des groupes minoritaires et majoritaires?

Cet atelier vise à rassembler des chercheurs qui réfléchissent à ces questions par rapport au contexte canadien et sous un angle comparatif. Nous souhaitons recevoir des projets de communication qui, relevant à la fois de la science politique et de la psychologie, apporteront un point de vue interdisciplinaire à l'étude de la diversité. Ces communications peuvent porter sur n'importe quel type de diversité – « raciale », ethnique, religieuse ou linguistique, par exemple. Les projets d'exposé qui explorent les conséquences de la diversité pour les groupes majoritaires et/ou minoritaires sont les bienvenus tout comme les diverses approches méthodologiques de l'étude de la psychologie de la diversité – études de cas, analyses comparatives, transnationales, quantitatives, qualitatives, computationnelles, expérimentales, etc.

Thèmes possibles des panels :

- l'hypothèse de contact : les nouvelles approches;
- les repères sociaux et les politiques publiques;
- les attitudes envers les accommodements politiques dans les sociétés diversifiées;
- l'étude de la xénophobie, de l'islamophobie et du racisme : les approches expérimentales;
- les fondements biologiques de l'intolérance et de l'ethnocentrisme;
- les caractéristiques de la personnalité et les préjugés;
- la psychologie sociale de l'engagement/du désengagement politique;
- les aspects psychologiques de l'intégration politique des immigrants.

Les conférenciers suivants ont confirmé leur présence à cet atelier : Lawrence Bobo, Harvard University, Miles Hewstone, Oxford University, Tali Mendelberg, Princeton University.

Atelier 6 – Comportement politique/sociologie : *Rapide. Pleine de stratégies. La communication politique canadienne dans un cycle d'information en continu*

Organisateurs : Thierry Giasson (Université Laval, thierry.giasson@com.ulaval.ca) / Alex Marland (Memorial University, amarland@mun.ca) / Tamara Small (University of Guelph, t.small@uoqueph.ca) (Faire parvenir les projets à Allison Harell)

Au cours des 25 dernières années, la communication politique a donné naissance au Canada à un domaine de recherche dynamique dans le cadre duquel on examine comment et pourquoi les acteurs politiques, les médias et les citoyens parlent de politique. Y sont étudiés les effets de l'imprimé, de la presse électronique et des médias en ligne utilisés à des fins politiques.

Cet atelier, le premier dans l'histoire de l'ACSP entièrement consacré à la recherche sur la communication politique, vise à mieux sensibiliser les participants aux théories sur la communication politique et à l'évolution de la recherche et des pratiques dans le domaine au Canada. Il réunira des chercheurs chevronnés, de jeunes chercheurs, des représentants de partis, des membres des médias, des fonctionnaires et des organisations non gouvernementales du Canada et de l'étranger s'intéressant aux dernières tendances observées dans la recherche sur la communication politique et les tactiques et stratégies connexes.

Thème de l'atelier sur la communication politique : La question générale sur laquelle portera cet atelier et qui servira de lien entre les communications est la suivante : comment l'accélération de la diffusion de l'information politique, les changements technologiques et l'importance de la stratégie dans les pratiques de communication politique se

répercutent-ils sur la démocratie canadienne? Nous vous invitons à soumettre des projets de communication sur des questions comme : Quels tactiques, outils et canaux sont maintenant utilisés par les acteurs politiques, les médias et les citoyens au Canada pour diffuser de l'information? Dans quelle mesure le nouvel environnement de communication politique se traduit-il par une population mieux informée, plus mobilisée et/ou plus cynique au Canada? Quelles sont les implications correspondantes du nouvel environnement de communication politique pour la démocratie canadienne?

L'atelier d'une journée comprendra des communications reliées à l'un des quatre sujets suivants :

- Communication et citoyenneté :
 - participation citoyenne, défense des intérêts, discours civil, démocratie participative, délibération;
 - réception et effets de la communication politique, définition des priorités, encadrement, amorçage, répétition, diffusion en cascade, renforcement et démobilisation;
 - gestion de l'information, heuristique.
- Cyberpolitique :
 - cybergouvernement, cyberdémocratie;
 - participation en ligne, collecte de fonds en ligne;
 - sites Web politiques, sites de réseautage social;
 - Web 2.0 et coproduction de la communication politique;
 - Cybermobilisation.
- Communications partisans au cours des élections fédérales canadiennes 2011 :
 - campagnes permanentes, campagnes dans les circonscriptions;
 - leadership, discours, plate-formes, débats des chefs;
 - formes traditionnelles et nouvelles de publicité politique, insertion d'annonces;
 - éthique dans les communications politiques;
 - fabrication et gestion de l'image, personnalisation, symboles, propagande;
 - marketing, étude de marché, stratégie de marque et consultants en communication politique.
- Pratiques du journalisme politique au sein d'industrie des médias transformée :
 - propriété des médias, économie politique de l'industrie des médias;
 - information-divertissement;
 - liberté de presse et accès à l'information;
 - images dans les médias, couverture sexualisée et représentations publiques dans les nouvelles à caractère politique;
 - théorie du média-malaise.

Atelier 7 – Économie politique : *Écologie politique (féministe) : mouvements sociaux et économies alternatives*
Organisatrice : Marie-Josée Massicotte (Université d'Ottawa)

Les inquiétudes et les débats croissants que suscitent, dans les milieux universitaires, institutionnels et militants, les ressources naturelles et le néo-extractivisme (exploitation continue des matières premières avec intervention de l'État pour soutenir les politiques sociales et la redistribution), la souveraineté alimentaire, les changements climatiques et les modes de (re)production alternatifs, pour ne citer que ces exemples, remettent en question les approches dominantes en économie politique. Ouvrant dans divers domaines et adoptant divers points de vue, des chercheurs tentent d'adapter ou de développer de nouveaux outils afin de mieux tenir compte des efforts actuels visant à renforcer ou à (ré)inventer des économies alternatives qui ne dépendent pas autant des marchés capitalistes (voir, par ex., J.K. Gibson-Graham) et qui sont mieux adaptés aux besoins socio-écologiques et aux questions de genre. À de nombreux égards, les économistes politiques se préoccupent des écosystèmes et de la justice socio-environnementale en tant qu' « éléments essentiels » pour la reproduction sociale ainsi que pour une société et une économie politique saines. Or, les économistes politiques négligent souvent ces questions ou les « laissent » aux géographes, aux anthropologues et aux chercheuses féministes.

Dans le cadre de cet atelier, avec la participation de Erik Olin Wright (University of Wisconsin-Madison), nous invitons les chercheurs à l'œuvre dans divers domaines (économie politique, géographie, anthropologie, science naturelle, sociologie, écologie, études sur le genre et le développement) à repenser ensemble aux façons dont les études en économie politique (internationale, critique, culturelle, du quotidien) pourraient mieux s'attaquer à ces questions clés et à débattre de la manière dont les chercheurs en économie politique peuvent contribuer plus directement aux études en écologie politique. Voici les questions clés que nous privilégions pour cet atelier d'une journée – elles donneront lieu à une publication conjointe :

- 1) Dans quelle mesure devons-nous repenser les cadres théoriques et les méthodologies en économie politique pour pouvoir traiter plus explicitement des questions écologiques et des économies alternatives (diversifiée, sociale, communautaire)?
- 2) Quelles sont les expériences des mouvements ruraux, citadins, autochtones, racialisés, syndicaux, écologiques, féministes et populaires pour ce qui est de la promotion de modes alternatifs de (re)production et de gouvernance qui favorisent plus d'autonomie, de solidarité, de participation et de contrôle pour ceux qui sont dans un écosystème social particulier ou qui sont affectés par lui?
- 3) Quelles leçons pouvons-nous tirer de ces expériences et des connaissances (connaissances populaires traditionnelles, locales, empiriques, savoir-faire, techniques hybrides et science) qui découlent des forces populaires évoluant dans les marges du système économique politique?
- 4) Quelles sont les similitudes et les différences dans l'apparition d'imaginaires, de pratiques et de sujets nouveaux tirés des approches de l'écologie politique comparative et de l'écologie politique féministe et qu'est-ce que cela change pour la théorie et les pratiques en économie politique?

Atelier 8 – Théorie politique : *Décoloniser la théorie politique*

Organisateurs : Glen Coulthard (University of British Columbia) / Rita Kaur Dhamoon (University of the Fraser Valley)

Cet atelier d'une journée a pour objectif de permettre l'examen critique des impulsions coloniales et de la décolonisation potentielle de la théorie politique. L'atelier sera structuré autour des deux questions suivantes : de quelles façons les diverses traditions au sein de la pensée politique occidentale ont servi, implicitement ou explicitement, à justifier la dépossession des terres des peuples autochtones et/ou d'autres peuples non européens et le droit à l'autodétermination et de quelles façons les peuples colonisés et leurs alliés ont-ils réussi à s'approprier sélectivement et à transformer ces cadres théoriques afin de soutenir leurs propres discours et luttes au sujet des droits fonciers et de la liberté? Bien que de nombreuses traditions conceptuelles – dont le féminisme, la théorie de l'allosexualité, la théorie politique autochtone, la théorie de la race critique, l'anarchisme, le marxisme et la théorie politique comparative – aient réagi aux omissions et exclusions coloniales de la théorie politique, deux approches ont dominé au sein de ce domaine : l'analyse *historique* de la relation entre le projet de création d'un empire européen et la pensée politique occidentale et le prisme *contemporain* du multiculturalisme et de la reconnaissance politique. Si l'on peut décoloniser la théorie politique – et c'est là la question centrale –, qu'est-ce que cela suppose et quelles sont les implications pour la théorie et les pratiques politiques?

Les buts de l'atelier sont les suivants :

- a) dresser de manière critique la carte des écoles de pensée actuelles sur la relation entre la théorie politique et le colonialisme, l'empire, l'impérialisme et la décolonisation;
- b) explorer, d'une part, les ouvertures et les fermetures qui surgissent lorsque la théorie politique aborde des traditions conceptuelles marginalisées et, d'autre part, le chevauchement des traditions conceptuelles alternatives et leurs trajectoires divergentes;
- c) questionner le colonialisme de peuplement dans la théorie politique, en particulier la légitimité de l'État et du marché sexualisés et racialisés;
- d) identifier des pistes à explorer en remplacement des traditions existantes, y compris celles qui sont centrées sur les recoupements dans les différences, les cadres communautaires plutôt que étatiques, les épistémologies marginalisées et les formes critiques de résistance et de solidarité.

Les conférenciers suivants ont confirmé leur présence pour cet atelier : Paul Patton (University of New South Wales), James Tully (University of Victoria), Taiaiake Alfred (University of Victoria) et Laura Janara (University of British Columbia).

L'atelier comprendra une séance sur « Qu'entend-on par la 'décolonisation de la théorie politique »; au cours de cette séance, 8 à 12 personnes feront un « micro-exposé » de trois minutes pour répondre à la question, après quoi les P^{TS} James Tully et Taiaiake Alfred répondront à leur tour. Il y aura également trois séances de plusieurs communications. Des projets de communication pour toutes ces séances sont les bienvenus.

Atelier 9 – Droit et politiques publiques : *Des comparaisons à l'intérieur d'un même pays : les causes et les conséquences des politiques publiques*

Organisateur : Dan Cohn (York)

Depuis longtemps, des chercheurs prônent la réalisation de recherches comparatives à l'intérieur d'un pays et mettent en gardent contre ce qui est désigné comme « l'a priori de la nation entière » dans l'étude des causes et des conséquences des politiques publiques. Si le concept de fédéralisme et des pays comme le Canada, les États-Unis, l'Allemagne et

d'autres fédérations viennent immédiatement à l'esprit lorsqu'on songe à ce sujet, il faut aussi noter que la législation dans les États unitaires exige que certaines questions soient traitées par des gouvernements sous-nationaux. De telles législations accordent en outre souvent aux gouvernements sous-nationaux une autonomie considérable une fois que la question leur a été déléguée. Il n'y a donc aucune raison pour que cet atelier soit obligatoirement restreint à l'étude des causes et des conséquences des politiques publiques dans les unités sous-nationales des fédérations. La littérature sur les politiques publiques est riche en théorie pour ce qui a trait au mode d'élaboration des politiques publiques, aux auteurs de ces politiques et aux raisons pour lesquelles les politiques changent et que certaines politiques sont jugées efficaces et d'autres, non. La mise à l'essai de ces théories par le biais de comparaisons entre des unités sous-nationales au sein d'un même pays peut permettre de contrôler efficacement de nombreuses variables qui autrement mettraient en échec des recherches tentant d'accroître le nombre de cas comparés. Il vaut la peine de se poser les questions suivantes :

- Comment expliquer pourquoi certains gouvernements sous-nationaux choisissent d'expérimenter (en introduisant des changements de politiques à une échelle restreinte ou pour une période de temps limitée) uniquement dans le cadre qui relève de leur compétence propre ou en demandant une marge de manœuvre dans des programmes autorisés et/ou financés par des gouvernements nationaux?
- Dans quelle mesure les gouvernements sous-nationaux peuvent-ils apprendre des efforts tentés par chacun pour élaborer des politiques novatrices? Quelles sont les structures institutionnelles qui transmettent une telle connaissance des politiques d'un gouvernement sous-national à un autre? Ces institutions sont-elles communes ou différentes selon les domaines politiques?
- Les variations dans la richesse et les autres ressources dans les champs de compétence sous-nationaux suffisent-elles pour expliquer les variations dans les capacités politiques?

Les aspects suivants du droit public s'inscriraient bien dans la thématique de cet atelier :

- les variations dans la façon de choisir la magistrature lorsque cela se fait au niveau sous-national et les conséquences de ces variations;
- les répercussions des variations sous-nationales quant aux politiques sur la procédure législative et les pratiques administratives – par exemple, les variations sous-nationales dans les régimes éthiques, la réglementation concernant les lobbyistes et l'obligation d'aviser et de consulter le public dans le cadre du processus réglementaire.
- pourquoi et quand les gouvernements sous-nationaux choisissent-ils d'utiliser le pouvoir discrétionnaire qui leur est accordé dans l'application de lois nationales?

Plusieurs de ces questions peuvent être abordées du point de vue des concepts d'échelle et de la tentative de décentraliser l'État capitaliste libéral afin de pouvoir répondre aux demandes des forces mondiales. Cela signifie que cet atelier peut intéresser les chercheurs qui tentent de dévoiler et d'expliquer les variations dans les politiques et les régimes juridiques dans les champs de compétence sous-nationaux, mais aussi ceux dont les travaux portent sur les diverses avenues que peuvent emprunter ceux qui désirent résister à ces forces mondiales.

Atelier 10 – Race, ethnicité, peuples autochtones et politique : *Déplacement et disparition*

Organisateurs : Isabel Altamirano-Jiménez (Université de l'Alberta) et Robert Nichols (Université de l'Alberta)

L'atelier sera axé sur la *déplacement* et la *disparition* en tant que deux dimensions de la gouvernance des peuples autochtones dans des sociétés coloniales ainsi que sur la relation entre les deux selon le genre. Plus précisément, cet atelier portera sur l'organisation de ces deux modes de gouvernance dans l'espace et le temps. Notre point de départ est l'observation suivante : dans les sociétés coloniales, si certains peuples autochtones font face à de multiples règlements, à de la surveillance et à des mesures d'endiguement et de contrôle (bien illustrées par l'institution de la prison), d'autres peuples autochtones sont abandonnés, oblitérés, oubliés et réduits au silence, ce qui a pour effet de les faire disparaître du collimateur des institutions officielles de l'État et du marché. Nous postulons en outre que l'articulation de ces deux logiques est fondamentalement sexualisée.

Nous vous invitons à réfléchir à deux séries de questions connexes :

- (1) Quels sont les principaux moyens par lesquels les peuples autochtones sont enfermés, confinés et déplacés aujourd'hui? Y a-t-il une ligne de continuité entre des modes de gouvernance géospatiale d'apparence disparate comme (a) la dépossession 'originale' des terres, (b) l'endiguement au moyen des réserves, (c) la ghettoïsation, la marginalisation

et la pauvreté urbaine, (d) l'emprisonnement et l'incarcération? Dans l'affirmative, comment faciliter l'analyse critique de ces modes de gouvernance tout en révélant la possibilité de les modifier, de les transformer ou de les abolir? Existe-t-il des outils conceptuels pour établir des théories sur ces différents modes les uns par rapport aux autres sans réduire leur spécificité et complexité propres? Comment pouvons-nous saisir la configuration interne des peuples autochtones au sein de ces systèmes de gestion, particulièrement en ce qui concerne les femmes et les jeunes autochtones?

(2) Quels sont les principaux moyens par lesquels les peuples autochtones sont abandonnés et oblitérés? Y a-t-il une continuité entre une organisation spatiale coloniale racialisée et la disparition des femmes autochtones dans les villes coloniales? Quels concepts sont pertinents pour décrire ces différents modes de disparition? Comment et pourquoi ces processus sont-ils sexualisés? Comment ces processus font-ils l'objet d'une résistance et d'une transformation de l'intérieur comme de l'extérieur?

Ces questions seront explorées au cours de cet atelier d'une journée auquel participera Andrea Smith, de l'University of California (Riverside).

Atelier 11 – Enseigner et apprendre la politique (section pilote) : *La diversité dans la classe*

Organisatrice : Tracy Summerville (University of Northern British Columbia)

La section Enseigner et apprendre la politique offrira un atelier d'une journée sur le thème de « La diversité dans la classe ». La journée sera divisée en quatre parties successives : la diversité comme thème de recherche dans le domaine de l'enseignement et de l'apprentissage, le rôle de la discipline quant à l'éducation à la diversité, les types de résultats d'apprentissage qui pourraient être enseignés dans certains cours de science politique et, enfin, les travaux scolaires qui seraient les plus pertinents pour permettre l'atteinte de ces résultats d'apprentissage dans un cours donné en science politique. La journée commencera par un panel qui portera sur les grandes questions reliées à la diversité comme sujet d'enseignement à travers la théorie du développement éducatif; dans le deuxième panel, nous nous demanderons comment l'apprentissage au sujet de la diversité s'inscrit dans la science politique et les objectifs d'apprentissage de notre discipline; le troisième panel se penchera sur des résultats d'apprentissage en lien avec l'éducation à la diversité dans le cadre d'un cours donné et, dans le dernier panel, nous verrons comment concevoir des travaux scolaires qui sont directement reliés à des résultats d'apprentissage précis. Nous vous invitons à nous soumettre des projets de communication dans l'une ou l'autre de ces sections.

Partie I – La théorie

Questions abordées dans cette section :

- Comment la théorie du développement éducatif aborde-t-elle la question de la diversité en classe?
- Quels sont les enjeux clés quant à la diversité en classe?
- Qu'entend-on par « diversité »?
- Comment aller au-delà des belles paroles dans une éducation à la diversité?

Partie II – Science politique et diversité

Questions abordées dans cette section :

- Est-ce que la science politique est bien adaptée à la pratique de l'éducation à la diversité?
- De nombreuses universités supposent que l'éducation à la citoyenneté fait partie de leur mandat; est-ce que cela a un impact sur la manière qu'un politologue abordera l'éducation à la diversité?
- Quelle place occupe la diversité parmi les résultats d'apprentissage globaux en science politique, c.-à-d. l'éducation à la citoyenneté, la compréhension de cultures politiques comparées ou le langage du discours sur les droits?
- À quels résultats d'apprentissage nous attendons-nous en science politique? De quelle manière la diversité fait-elle partie de ces résultats?

Partie III – La conception de résultats d'apprentissage en fonction d'un cours donné

Questions abordées dans cette section :

- À quoi se rattache l'éducation à la « diversité »?
- Est-il opportun pour les départements d'incorporer dans le curriculum les résultats d'apprentissage en matière de diversité?
- À quoi ressemblent des résultats d'apprentissage élaborés en fonction d'un cours donné?
- Quelle place occupe la diversité parmi les résultats d'apprentissage globaux en science politique, c.-à-d. l'éducation à la citoyenneté, la compréhension de cultures politiques comparées ou le langage du discours sur les droits?

Partie IV – La conception de travaux scolaires reliés à des résultats d'apprentissage particuliers

Questions abordées dans cette section :

- Quels travaux scolaires ont fait leurs preuves dans l'éducation à la diversité?
- Comment passer des résultats d'apprentissage escomptés à la conception de cours?
- Quels travaux scolaires sont les plus efficaces pour permettre d'évaluer si les élèves ont atteint le résultat d'apprentissage lié à compréhension de la diversité?

Atelier 12 – Femmes, genre et politique: *Le rejet du féminisme*

Organisatrice : Shannon Sampert (University of Winnipeg)

Pour bien des jeunes femmes, le féminisme semble être un concept démodé. La culture populaire nous transmet des images de jeunes filles fortes et en pleine possession de leurs moyens, le message sous-jacent étant que le féminisme n'est plus important ou pertinent. Dans son livre intitulé *Enlightened Sexism*, Susan Douglas suggère qu'une nouvelle forme d'antiféminisme dans les médias crée des images de femmes fortes qui sont souvent contradictoires, leurs pouvoirs étant amoindris par une hypersexualisation et un consumérisme rampant. Il suffit de songer à la décision récente qu'a prise NBC de présenter, à partir de l'automne, un téléroman d'une heure qui se déroule dans un club Playboy des années 60. Les producteurs de cette série ont choisi, comme outil de marketing, de montrer des femmes vêtues de l'uniforme de lapin classique des playgirls, comme s'il s'agissait d'une manière de donner une autonomie accrue aux jeunes femmes. Par ailleurs, des médias sociaux comme Facebook, Twitter et YouTube comprennent des sites qui soutiennent les valeurs féministes et d'autres, qui les contestent. Les activistes utilisent efficacement ces portails; toutefois, la rhétorique antiféministe sexiste et démoralisante est courante en ligne. Et, comme l'a fait remarquer Susan Faludi en 1991, l'antiféminisme « traditionnel » peut transparaître dans l'anxiété exprimée au sujet des gains que les femmes font au détriment des hommes, surtout en ce qui a trait à l'économie. Des universitaires, des présidents d'université et des journalistes ont effectivement exprimé par écrit leurs inquiétudes au sujet du fait que les hommes ne s'en tirent pas bien, supposément à cause des gains des femmes. D'une manière plus générale, on blâme aussi le féminisme pour les échecs des hommes en période de ralentissement économique parce que la récession – parfois désignée en anglais comme une « mancession » – semble affecter de manière disproportionnée les hommes plutôt que les femmes.

Cet atelier a pour objectif l'analyse et l'explication des diverses tendances en matière d'antiféminisme – y compris la « nouvelle » mouture selon laquelle les femmes se portent très bien et le féminisme est bel et bien mort et la version « traditionnelle » selon laquelle les hommes sont vulnérables en raison des gains réalisés par les femmes. Nous vous invitons à soumettre des projets de communication qui traitent de n'importe laquelle des nombreuses facettes de l'antiféminisme, mais surtout de celles qui s'inscrivent dans quatre domaines clés : la culture populaire, la politique, l'économie et le monde universitaire. Nous nous intéressons plus précisément aux communications qui porteront sur les sujets suivants : le rôle des médias – en particulier les nouveaux médias sociaux – dans le développement de la rhétorique féministe et antiféministe; les femmes, la politique et le rôle de la « droite » dans un programme antiféministe au Canada et ailleurs; la progression de la rhétorique anti-femmes au cours de la « mancession »; l'essor de la mission pro-hommes dans les universités voulant à tout prix contrer la diminution du nombre d'inscriptions d'étudiants de sexe masculin. Cet atelier comprendra également une conférence de Frances Fox Piven (City University of New York).